

Avis d'Appel d'Offres National Restreint N°01/AONR/INS/CIPM/2026 dupour la souscription d'une police d'assurance maladie, accident, évacuation sanitaire et assistance au profit du personnel de l'institut national de la statistique, au titre de l'exercice 2027

« procédure d'urgence »

1. Objet de l'Appel d'offres

Le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique lance un Avis d'Appel d'Offres National Restreint pour la souscription d'une police d'assurance maladie, accident, évacuation sanitaire et assistance au profit du personnel de l'institut national de la statistique, au titre de l'exercice 2027. Le présent appel d'offres fait suite à l'appel à manifestation d'intérêt du 22 juillet 2026 publié le 23 juillet 2026 dans le JDM et sur la plateforme COLEPS.

2. Consistance des prestations

Les prestations à exécuter dans le cadre du présent Appel d'Offres National Restreint, concernent la police d'assurance maladie, accident, évacuation sanitaire et assistance au profit du personnel. La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations sont en lot unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **60 000 000(soixante millions) TTC.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

La période de couverture prévue par le Maître d'Ouvrage est de DOUZE (12) mois, du 1^{er} Janvier 2027 au 31 décembre 2027. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres National Restreint est ouverte aux Compagnies d'Assurances de droit Camerounais installées au Cameroun, remplissant les conditions prévues par la réglementation en vigueur dans les Etats membres de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) et sélectionnées après Appel à Manifestation d'intérêt.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de fonctionnement de l'INS exercice 2027.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*



9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbrée au tarif en vigueur accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt et de Consignation et portant mention manuscrite de l'établissement émetteur, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres. Établie par Banque ou une Compagnie d'assurance agréée par le Ministère des finances, dont la liste figure dans le Dossier d'Appel d'Offres d'un montant d'**un million (1 000 000) francs CFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet, Sous-préfet,), conformément aux stipulations du Règlement Particulier du le Dossier d'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de consultation.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission délivrée par une institution financière agréée par le Ministère chargé des Finances ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO aux heures ouvrables à la Direction des Ressources et du Patrimoine (Sous-direction des Ressources Financières, Service des Marchés) de l'INS, sis au quartier du lac, Yaoundé – Cameroun ; B.P : 134, Yaoundé, Tél. : (+237) 222 22 04 45 ; site web : www.ins-cameroun.cm ; Email : infos@ins-cameroun.cm. (Porte 409) dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté **en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>** sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue à la Direction des Ressources et du Patrimoine (Sous-direction des Ressources Financières, Service des Marchés) de l'INS, sis au quartier du lac, Yaoundé – Cameroun ; B.P : 134, Yaoundé, Tél. : (+237) 222 22 04 45 ; site web : www.ins-cameroun.cm ; Email : infos@ins-cameroun.cm. (Porte 409) dès publication du présent avis, moyennant paiement d'une somme non remboursable de **60 000(soixante mille) francs CFA** payable dans *compte spécial CAS-ARMP, n° 335 988 0000 189 ouvert dans les agences BICEC* Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.



12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD est transmise sous pli scellé avec l'indication visible « copie de sauvegarde » en plus de la mention ci –après :

- **Nb Taille et format des fichiers**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les tailles maximales des documents qui doivent transiter sur la plateforme et constituer l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5MO pour le Dossier Administratif ;
- 15MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être sur la plateforme COLEPS séparément avant la date et l'heure d'ouverture.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du format de fichiers.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DAO sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du DAO, entraînera le rejet pur et simple de l'appel d'offres sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des pièces administratives, des offres techniques aura lieu le à 12 heures

par la Commission de Passation des Marchés dans la salle de réunion de l'Institut National de la Statistique (INS)ise au quartier du Lac rue de l'Imprimerie National.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80 /100 seront ouvertes par la même Commission à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprise.



Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément **aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois-(03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.**

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment:

- 1) Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- 2) Absence de l'agrément CIMA dans les branches concernées ;
- 3) Absence du cautionnement de soumission timbré et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation(CDEC);
- 4) Absence définitive d'une pièce administrative conforme après un délai de 48 heures ;
- 5) Fausse déclaration, falsification ou substitution des documents ;
- 6) Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- 7) Toute compagnie ayant fait l'objet d'une exclusion dans la commande publique pour prestations non exécutées ou pour défaillance dans les cinq dernières années ;
- 8) Absence de bureaux directs ou toute autre représentation dans plus de quatre (05) régions du Cameroun
- 9) Absence des états C4 et C11 pour les années 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 dûment certifiés par les services compétents du Ministère en charges des Finances ;
- 10) Présence d'information financière dans l'offre administrative ou technique ;
- 11) Absence des TDR et CCAP paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page, signature portant la mention manuscrite (lu et approuvé) avec tampon, nom et qualité du signataire ;
- 12) offre financière anormalement basse (enveloppe inférieure à 95% du budget) ;
- 13) la non-conformité du mode de soumission ;
- 14) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- 15) l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 16) Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- 17) mise sous administration provisoire ou de redressement du soumissionnaire par la CIMA ;
- 18) non-respect du format de fichier des offres.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des prestataires porteront à titre indicatif sur :



N°	Critères	Points
1	Présentation générale de l'offre	03
2	Références générales du soumissionnaire,	05
3	Reference spécifique du soumissionnaire dans les risques similaires au cours des trois dernières années	12
4	Description détaillée des garanties offertes	13
5	Modalités de mise en jeu de la garantie	10
6	Couverture des engagements réglementés (CER)	20
7	Couverture de la marge de solvabilité (CMS)	20
8	Cadence de règlement des sinistres au cours des cinq (05) dernières années (2021, 2022, 2023, 2024 et 2025)	10
9	Partenaires techniques à l'étranger et qualité de service	07
	TOTAL	100

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises *au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers Pondéré a (80% Offres technique et 20% offre financière)*

17. Nombre maximum de lots :

L'Avis d'Appel d'Offre est constitué d'un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Ressources et du Patrimoine (Sous-direction des Ressources Financière, service des marchés) de l'INS, sis au quartier du lac, route de l'imprimerie National, Tel. 222 22 27 44 porte 409 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.



20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, ou le MO/MOD au numéro : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 25 73.

Yaoundé, le **05 OCT 2026**

LE DIRECTEUR GENERAL
(Maitre d'ouvrage)

Ampliation:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM/INS ;
- Affichage/Chronos



Joseph Tedou



No. 005216 /NIS/DG/DRP/SDRF/SMA/BAO

Yaounde, 05 OCT 2026

Restricted National Invitation to Tender No. 01/AONR/NIS/CIPM/2026 of 05 OCT 2026 to subscribe for a health insurance policy, accident insurance, medical evacuation and assistance for the staff of the National Institute of Statistics (INS), for the 2027 financial year.

1. Purpose

Under Emergency procedure

The Director General of the National Institute of Statistics hereby launches a Restricted National Invitation to Tender for the subscription to a health insurance policy, accident insurance, medical evacuation and assistance for the staff of the National Institute of Statistics (INS), for the 2027 financial year. This tender follows the call for expressions of interest of 22 July 2026, published on 23 July 2026 in the Public Contracts Journal and on the COLEPS platform.

2. Scope of Services

The services to be provided under this invitation to tender include the health insurance policy, accident insurance, medical evacuation and assistance for NIS staff. The detailed scope is provided in the Terms of Reference (ToR) of this tender file.

3. Lots

Services are in a single lot

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation, following preliminary studies, is **60,000,000 (sixty million)** all taxes inclusive.

5. Estimated execution period

The coverage period envisaged by the project owner is twelve (12) months, from 1 January 2027 to 31 December 2027. This period shall run from the date of notification of the service order to start providing services.

This period shall run from the date of notification of the service order to start providing services.

6. Eligibility

Participation is open to Cameroonian insurance companies established in Cameroon, meeting the conditions provided for by

The Inter-African Conference on Insurance Markets (CIMA) current regulations, and shortlisted after the call for expressions of interest.

7. Funding

The services covered by this Invitation to Tender shall be funded from the NIS operating budget for the 2027 financial year.

8. Submission Method

The submission method selected for this procurement is *online*.

9. Bid Security

Each bidder shall attach to their administrative documents a bid security, duly stamped at the current rate,



CAMEROUN • CAMEROON

together with the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund, bearing a handwritten indication of the issuing institution, and valid for thirty (30) days beyond the validity period of the bids. The bid security shall be issued by a bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance, and whose list is included in the tender file, in the amount of **CFA F 1,000,000 (one million)** and valid for thirty (30) days beyond the deadline for the validity of bids.

Failure to submit the other required administrative documents in original or certified true-copies, duly certified by the issuing authority or by an administrative authority (Senior Divisional Officer or Divisional Officer), in accordance with the provisions of the Special Regulations of Tender Files, shall result in rejection of the bid. They must be less than three (3) months old or have been issued after the date on which this Procurement Notice was signed.

Any bid that does not comply with the requirements of this procurement to tender and the tender file shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid security issued by a financial institution approved by the Ministry in charge of finance, or failure to comply with the prescribed templates for the documents contained in the tender file, shall result in the outright rejection of the bid.

10. Access to the Tender File

The hard-copy may be accessed free of charge during working hours at the project owner's offices, in the Directorate of Resources and Properties (Sub-Department of Financial Resources, Contracts Service) of the NIS, in Quartier du Lac, Yaounde, Cameroon, P.O. Box: 134, Yaounde, Tel.: (+237) 222 22 04 45; website: www.ins-cameroun.cm; Email: infos@ins-cameroun.cm. (Room 409) from the date of the publication of this Procurement.

It may also be accessed on-line on the **COLEPS platform** via the following links <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the website of the Public Contracts Regulatory Agency (ARMP)

(www.armp.cm) or through any other digital communication medium specified by the project owner (to be indicated).

11. Acquisition of the Tender File

The hard-copy of the file may be obtained at the Directorate of Resources and Properties (Sub-Directorate of Financial Resources, Contracts Service) of the NIS, located in Quartier du Lac, Yaounde, Cameroon, P.O. Box: 134, Yaounde, Tel.: (+237) 222 22 04 45; website: www.ins-cameroun.cm; Email: infos@ins-cameroun.cm. (Room 409) from the publication of this procurement, upon payment of a non-refundable fee of **CFA F 60,000 (sixty thousand)** into the special CAS-ARMP account No. 335 988 0000 189 opened at BICEC branches. The digital version of the tender file may also be obtained free of charge by downloading it from the above-mentioned links. However, on-line submission is subject to payment of the tender file purchase fee.

12. Submission of Bids

Each bid shall be drafted in English or French.

The bid shall be submitted through the COLEPS platform no later than at 12:00 noon A backup copy of the bid, recorded on a USB flash drive or CD/DVD, shall be submitted in a sealed envelope clearly marked "BACKUP COPY", in addition to the following wording:

- **Note: File size and format**

"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

The highest file sizes for documents to be uploaded to the platform and forming part of the bidder's submission are as follows:

- 5 MB for the administrative file;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

04 NOV 2026



CAMEROUN • CAMEROON

The following file formats shall be accepted:

- PDF for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall use file-compression software, where necessary, to reduce the size of files to be submitted in accordance with the above size limits.

Bids submitted after the deadline shall be declared inadmissible.

13. Reception of Bids

The administrative documents, technical bid and financial bid shall be uploaded separately to the COLEPS platform before the date and time set for the opening of bids.

The following shall be declared inadmissible by the project owner:

- bids bearing information identifying the bidder;
- bids submitted after the deadlines (date and time);
- *bids not compliant with the prescribed submission method;*
- bids not indicating the identity/reference of the Invitation to Tender;
- bids not compliant with the prescribed file formats.

Any incomplete bid not compliant with the requirements of the tender file shall be declared inadmissible. In particular, failure to provide a bid security issued by a financial institution approved by the Ministry in charge of Public Contracts, or failure to comply with the prescribed templates for the documents contained in the tender file, shall result in the outright rejection of the bid. A bid security that has been submitted but does not relate to the procurement in question shall be deemed not submitted. A bid security presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

14. Opening of Bids

The bids shall be opened in two stages.

The opening of the administrative documents and technical bids shall take place on _____ at

04 NOV 2026

13:00 noon by the Tenders Board, *in the meeting room of the National Institute of Statistics (NIS)*, located in Quartier du Lac, in the Street of the National Printing House.

Only the financial bids of bidders having obtained the qualifying technical score of 80/100 shall be opened by the same Board at a later date, following the publication of the results of the technical evaluation.

Only bidders may attend this bid-opening session, or they may be represented by one duly authorised person of their choice, including in the case of a consortium.

Failure to submit the required documents forming part of the administrative file either as originals or as certified true copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of Specific Tender Regulations, the bid shall be rejected. They must have been issued within three (3) months preceding the original date of submission of tenders or have been issued after the date of the signature of the invitation to tender.

If any document in the administrative file is missing or does not comply with the requirements at the time of opening of bids, and is not duly provided or regularised within the 48-hour period granted by the Board, the bid shall be rejected.



15. Assessment criteria

15.1 Eliminatory criteria

These shall include:

- 1) A technical score of less than 80/100;
- 2) Failure to provide CIMA accreditation for the relevant insurance branches;
- 3) Failure to provide a stamped bid security accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC);
- 4) Failure to provide a valid and compliant administrative document after the 48-hour period;
- 5) Making false declaration, forgery or substitution of documents;
- 6) Failure to specify a quantified unit price in the financial bid;
- 7) Any company that has been excluded from public procurement for non-provision of services or default within the last five years;
- 8) Absence of direct offices or any other form of representation in more than four (4) regions of Cameroon;
- 9) Failure to provide the C4 and C11 statements for the years 2020, 2021, 2022, 2023 and 2024, duly certified by the competent services of the Ministry in charge of Finance;
- 10) Inclusion of financial information in the administrative or technical bid;
- 11) Failure to provide the Terms of Reference (ToR) and Special Conditions of Contract (SCC), initialled on each page and signed, dated and stamped on the last page, with the signature bearing the handwritten words "Read and approved", together with the signatory's stamp, name and position;
- 12) An abnormally low financial bid (a bid amounting to less than 95% of the budget);
- 13) Non-compliance with the prescribed submission method;
- 14) Failure to provide a dated and signed Integrity Charter;
- 15) Failure to provide a dated and signed Declaration of Commitment to comply with the environmental and social requirements;
- 16) Failure to provide a backup copy in case of any malfunction of the COLEPS platform;
- 17) The bidder being placed under the provisional administration or recovery procedure by CIMA;
- 18) non-compliance with the prescribed file format for bids.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualifications of service providers shall include (but not limited to):

No.	Criteria	Points
1	General Presentation of the bid	03
2	General references of the bidder	05
3	Specific reference of the bidder in similar risks over the past three years	12
4	Detailed description of the guarantees provided	13
5	How to activate the guarantee	10
6	Coverage of regulated commitments (CRC)	20
7	Solvency Margin Coverage (SMC)	20
8	Claims settlement pace over the last five (5) years (2021, 2022, 2023, 2024, and 2025)	10
9	Technical partners abroad and service quality	07
	TOTAL	100



16. Award of the contract

The Project Owner or the Project Owner Delegate will award the contract to the bidder who submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria to the lowest bidder by combining the weighted technical and financial criteria (80% technical bid and 20% financial bid).

17. Maximum number of batches:

The invitation to tender shall consist in a single batch.

18. Bid Validity period

Bidders shall remain bound by their bid for 90 days from the deadline set for submitting the bids.

19. Additional information

Additional information can be obtained during working hours at the Directorate of Resources and Property (Sub-Directorate of Financial Resources, Procurement Service) of the NIS, located at Quartier du lac in the Street of the National Printing House. Tel. 222 22 27 44, Gate 409, or online on the COLEPS platform at <http://www.marches publics.cm> and <http://www.public contracts.cm> or by any other digital communication means indicated by the Project Owner.

20. Combatting Corruption and Malpractices

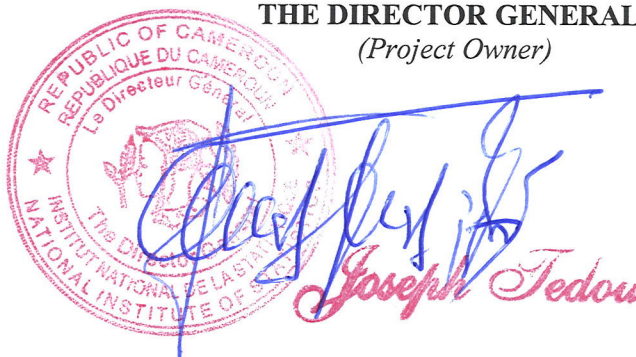
For any report of corruption or corrupt practices, acts, or bribery, kindly call CONAC at 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) via SMS or call at (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, or MO/MOD at (+237) 222 22 04 45/222 22 25 73.

Yaounde, 05 OCT 2026

THE DIRECTOR GENERAL
(Project Owner)

Copies:

- MINMAP;
- ARMP;
- CIPM Chairperson/NIS;
- Noticeboard/File



REPUBLIC OF CAMEROON
REPUBLIQUE DU CAMEROON
Le Directeur Général
The Director General
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
NATIONAL INSTITUTE OF STATISTICS
Joseph Tedou

